

DIAL 2824

BRÉSIL - Avant de produire de l'électricité, les centrales hydroélectriques engendrent de l'exclusion

Orlando Dotti

jeudi 1er septembre 2005, mis en ligne par [Dial](#)

Après une brève présentation de la situation des personnes victimes de la construction des barrages au Brésil, l'article ci-dessous présente un entretien de Dom Orlando Dotti, évêque émérite du diocèse de Vacaria (Etat de Rio Grande do Sul, au sud du Brésil), qui nous fait part de ses réactions sur la lutte menée par le Mouvement des victimes des barrages. Il précise également la façon dont l'Eglise se situe désormais face aux organisations existantes. Article publié par [Pastoral da Terra](#), janvier-mars 2005.

Les victimes des barrages de tout le pays ont réalisé des manifestations et des défilés le 14 mars 2005, journée internationale de lutte contre les barrages. L'implantation de centrales hydro-électriques au Brésil a laissé des milliers de familles sans terres. Selon le Mouvement des victimes des barrages (MAB), au cours des quarante dernières années, près de 300 000 familles ont été chassées de chez elles. Le chiffre le plus alarmant, selon l'Université de São Paulo, est que, sur 100 familles expulsées, 70 ne reçoivent aucune sorte d'indemnisation.

La violence contre les personnes s'est intensifiée au début de cette année. En mars, la manifestation qui demandait le report de l'audience publique sur la construction du barrage PCH Jurumirim, à Rio Casca, dans le Minas Gerais, a été violemment réprimée par la police militaire, causant 35 blessés, avec parmi eux six femmes, dont deux étaient enceintes et 6 détentions. L'un des détenus était le père Antônio Claret Fernandes, qui s'était joint aux manifestants et que la police militaire désigna comme meneur.

A Tucuruí, dans l'éventualité d'une occupation de la centrale par les manifestants, 200 soldats de l'armée ont été déployés pour « protéger les installations ». La centrale, construite pendant la dictature militaire sur le rio Tocantins avait signifié l'expulsion de 32 000 personnes. Peu d'entre elles avaient été indemnisées.

Le 14 mars, les dirigeants du Forum de la réforme agraire, du MAB et Dom Orlando Dotti, représentant la Commission pastorale de la terre, ont débattu de la question au cours de réunions à Brasilia avec des représentants du gouvernement fédéral. Dom Orlando, évêque émérite du diocèse de Vacaria, Rio Grande do Sul, a accompagné les victimes des barrages dans les Etats de Bahia, de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul. Il participe aussi à l'organisation des évêques des diocèses de la plaine du Rio Uruguai, dans les Etats de Santa Catarina et Rio Grande do Sul.

L'entretien ci-dessous revient sur le rôle de l'Eglise au sein des mouvements sociaux et sur le combat des victimes des barrages.

Comment voyez-vous l'organisation du MAB et l'insertion de ce mouvement dans la société ?

L'opinion que j'exprime n'est pas seulement la mienne, c'est celle que nous avons en tant qu'Eglise. Nous disons d'abord que le MAB est le représentant légitime des victimes des barrages. Dans ce contexte d'exclusion, c'est le mouvement des exclus eux-mêmes. Et il importe de défendre fermement la légitimité du mouvement.

Ensuite, il faut évoquer son action. J'ai connu ce mouvement lorsque j'habitais à Bahia. Il était petit, régional, et aujourd'hui je me rends compte qu'il a grandi et mûri sous bien des aspects. Il est devenu un mouvement d'envergure nationale et il s'est associé sur le plan international avec ceux qui luttent en faveur des victimes des barrages. Du point de vue général, le MAB a beaucoup développé son activité, et gagné en reconnaissance. Son activité est plus visible aujourd'hui et je crois que la force du MAB provient de son lien avec la base, avec ceux qui sentent dans leur chair la réalité de l'exclusion et l'absence d'une juste indemnisation, qui souffrent de ne pas recevoir un lopin de terre pour travailler et d'avoir vu s'évanouir les rêves qu'ils avaient quand ils possédaient une terre.

De votre point de vue, quel est le rôle de l'Eglise vis-à-vis du Mouvement ?

Je pense qu'aujourd'hui l'Eglise se trouve dans une autre position. Pendant la dictature, l'Eglise faisait presque tout : elle organisait et encourageait le peuple, elle distribuait des aides... Avec le temps l'Eglise a compris qu'elle ne représente pas toute la société, mais qu'elle en fait partie ; elle accepte la participation d'organisations de la société civile et, face à un nouveau projet, elle apporte sa contribution. Je dirais que notre projet est le même que celui du MAB, qu'il tend à une vie meilleure, au bien commun pour tous, à une société libre et démocratique, à une participation de tous à la vie démocratique du pays afin qu'il y ait moins d'inégalités sociales.

L'Eglise ne prétend plus aujourd'hui créer des organisations ou tout régenter, elle cherche à s'appuyer sur celles qui existent et à avancer avec elles. Les relations avec les mouvements sociaux offrent un champ d'action très large et la question des barrages ne concerne pas seulement les victimes, elle concerne toute la vie des communes qui perdent leur équilibre économique et politique et tout ce qui constitue la culture régionale.

Les incarcérations qui ont eu lieu à Campos Novos ne nous ramènent-elles pas à la dictature militaire ?

La pression qui s'exerce sur les victimes résulte de la collusion entre les entreprises, les ministères et le pouvoir judiciaire. Cette collusion permet la construction des centrales électriques, au grand bénéfice des entreprises et sans se soucier de ce qui arrive au peuple. On ne fait jamais un recensement préalable de toutes les personnes qui habitent dans la région. Et ce qui se passe dans certaines régions du pays est un abus de pouvoir : le plus facile à faire pour anéantir un mouvement consiste à faire passer ses dirigeants pour des criminels et c'est ce qui résulte de ce pacte conclu entre le pouvoir établi et les entreprises. On en fait des criminels en les emprisonnant sans procès ni preuves. Ils sont présumés criminels et on en reste là.

Comment voyez-vous les prochaines étapes de la lutte ?

Nous devons comprendre que la centrale électrique n'est pas toujours un mal en soi. Mais c'est un bien qui entraîne des nuisances. Par exemple, là où se construit un barrage, beaucoup de bonne terre cultivable ou de forêt disparaît. Et un mouvement d'opinion s'est créé contre les barrages parce que l'on sait d'avance qu'ils causeront de graves dommages pour la vie des personnes. C'est la vie humaine qui est en jeu et jusqu'à ce jour on n'a jamais constaté que les barrages aient amélioré la vie des victimes ; bien au contraire, elle l'empire ! C'est pour cette raison qu'il y a tant de gens opposés à ce mode de production d'énergie. Le gouvernement doit mettre en place un nouveau modèle qui donne priorité à la personne humaine et d'abord à ceux qui sont sur les rives des fleuves. Le MAB doit lutter sans relâche dans ce but et les investissements publics qui serviront uniquement des intérêts privés doivent être réorientés vers le bien-être des riverains, car avant de produire de l'énergie, ces centrales engendrent de l'exclusion et cela doit cesser.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2824.**

- Traduction Dial.

- Source (portugais) : [Pastoral da Terra](#), janvier-mars 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.